

# Gers Socialiste

## LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION PS DU GERS



Juin 2010 - numéro 2054



édito de Michaël AURORA

Premier Secrétaire Fédéral



### Sommaire



#### Editorial du Premier Secrétaire Fédéral

Espoir et Reconquête.

p. 1

#### Dossier spécial retraites

Donner un débouché politique au mouvement social

p. 2, 3, 4

#### 3 questions à...

Jean-Louis Guilhaumon revient sur la victoire des régionales

p. 5

#### Zoom sur ...

Rencontre avec Jean-Claude Peyrecave, nouveau Conseiller régional gersois. Parole aux Jeunes Socialistes.

p. 6

#### Réforme territoriale

Un tour de passe-passe électoral

p. 7

#### La vie de la fédé

L'institut Robert Barguisseau : un nouvel outil pour conduire la bataille des idées.

p. 8

#### Expression

Hommage au sénateur Henri Tournan

p. 9

#### Convention Nationale

Mode d'emploi ...

p. 10

#### Quoi de neuf à la fédé ?

Les travaux de rénovation de la Fédération ont commencé !

p. 11

#### Ils ont dit...

Bons mots et petites phrases...

p. 12

## Espoir et Reconquête

2010, 2011, 2012, trois échéances électorales majeures qui sont autant d'étapes vers le changement attendu par nos concitoyens. Trois ans également de batailles politiques et idéologiques à mener contre le cortège funèbre des « réformes » du président de la République et de son gouvernement, véritables fossoyeurs des conquêtes sociales et démocratiques issues du Programme du Conseil National de la Résistance.

Retraites, bouclier fiscal, franchises médicales, réforme territoriale, démantèlement des services publics, dérive sécuritaire du régime et mainmise sur les médias, c'est en effet tout un modèle de société régressif et répressif qui se dessine et contre lequel nous devons nous mobiliser. Nous avons dit que 2010 serait « l'an I » de la reconquête. Nous y sommes : après les élections régionales, le temps est venu de

présenter aux Français un nouveau modèle de société. Cela commence avec la Convention Nationale sur le nouveau modèle de développement économique, social et écologique ; nous poursuivrons avec nos orientations pour retrouver l'égalité réelle, et pour proposer notre vision pour une France qui rejoue son rôle en Europe et dans le monde.

Sur toutes ces questions, nos concitoyens nous attendent. Nous devons être à la hauteur. Il est temps de montrer qu'il existe une autre société possible, donnant sa chance à chacun et permettant à tous de bien vivre ensemble. Notre horizon n'est pas seulement celui d'une élection ; notre objectif est bien sûr de gouverner notre pays, mais surtout de le transformer.

## A retenir

Le siège de la Fédération est en travaux, adresse provisoire en page 11 !





### Retraites: donner un débouché politique au mouvement social.

Des années décisives, notre système de retraites en a déjà connu depuis 1993 : 1995, 2000 (pour les retraites complémentaires du secteur privé), 2003... Mais 2010 sera de nouveau une année décisive parce que le gouvernement et le Medef ne sont pas encore arrivés à leurs fins et qu'ils comptent bien utiliser le déficit record laissé par la crise (produit direct de leurs politiques néo-libérales) pour aller encore plus loin dans leur contre-réforme de notre système de retraite.



**Après 17 ans de contre-réformes La droite n'a pas atteint son double objectif.**

Le premier de ses objectifs est de bloquer le niveau des cotisations retraites là où il se trouve et financer un nombre de retraités qui va doubler entre 2000 et 2040 avec les mêmes ressources. A l'évidence, cela ne marche pas, le déficit des régimes de retraites (même si l'on fait abstraction des effets de la crise économique) s'accroît.

Son deuxième objectif est de faire reculer suffisamment la retraite par répartition pour faire une place de choix aux fonds de pension et ne plus laisser à un financement socialisé tout un champ d'accumulation qu'il veut voir revenir au capital. Un champ d'accumulation particulièrement juteux puisque, au Royaume-Uni, les adhérents d'un fonds de pension ne retrouvent que 50 % des sommes qu'ils ont versées sur leurs fonds de pension. Les 50 % restants s'étant évanoui en frais de gestion divers et en dividendes pour les actionnaires.

La droite ne peut pas compter aujourd'hui, sur le seul attrait de la retraite par capitalisation ( les fonds de pension ), elle doit donc imposer un recul encore plus important aux retraites par répartition pour que tous les salariés qui en ont les moyens n'aient plus d'autres recours que de se tourner vers les fonds pension, qu'ils soient individuels ou collectifs (épargne retraite).

Aux autres, il restera l'assistance et la grande majorité des retraités redeviendront, comme avant la retraite par répartition, des «vieux » et des « pauvres ».

#### En 40 ans la richesse de notre pays doublera

C'est le point aveugle de tout débat sur les retraites. Jamais cet aspect déterminant de l'avenir économique n'a pu être publiquement débattu. Le Medef, le gouvernement tirent des plans sur la comète en oubliant cette donnée essentielle. Ils raisonnent (tout haut) comme si la

richesse de notre pays n'allait pas évoluer au cours des 40 prochaines années et que c'est donc à richesse constante qu'il faudrait financer une augmentation de 63 % du nombre de retraités. Ils raisonnent (tout bas) en espérant que les profits pourront capter la partie de ces nouvelles richesses qui auraient dû revenir aux retraités.



**En matière de réforme des retraites, comme dans bien d'autres domaines, le gouvernement doit revoir sa copie !**

Pourtant, dans les 40 années à venir, avec un taux de croissance moyen de 1,7 % par an, la richesse de notre pays aura doublé en 40 ans : de 1700 milliards d'euros environ à 3 400 milliards d'euros. Et il s'agit d'euros réels, une fois neutralisé l'inflation et donc d'une véritable augmentation de richesse, une augmentation considérable. Pour faire face à l'augmentation du nombre de retraités et pour abroger les réformes successives de la droite, il faudrait augmenter de 6 % la part du PIB destinée à financer les retraites. Ce n'est certes pas une petite somme mais c'est une somme, au total, parfaitement assimilable par une économie dont la richesse augmentera de 1 700 milliards d'euros au cours des 40 prochaines années. En 2050, une fois financés les 204 milliards liés à l'augmentation du coût des retraites, il resterait, en effet, encore près de 1 500 milliards d'euros, chaque année, pour financer les augmentations de salaire direct, les investissements privés et publics... Une paille !



#### Retraites : Les promesses n'engagent...

Dans le programme de campagne du candidat Sarkozy à la présidentielle en 2007, on pouvait lire « le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer ». Le président aurait-il mis une Burqa sur ses engagements ?

# Gers Socialiste

LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION PS DU GERS

## Spécial retraites

### Les trois paramètres de tout régime de retraites

Le rapport du COR de 2001 illustre parfaitement les choix offerts à notre régime de retraite.

**Premier choix :** ne pas augmenter les cotisations retraites et ne pas diminuer le montant des retraites. Dans ce cas, il fallait augmenter de 9 ans la durée de cotisation.

**Deuxième choix :** ne pas augmenter les cotisations retraites et ne pas allonger la durée de cotisation. Dans ce cas, le montant moyen des retraites diminuerait de 78 % du salaire net moyen à 43 % de ce même salaire net. Ce qui signifierait pour un salaire net mensuel de 1 200 euros, une retraite qui diminuerait de 936 à 516 euros.

**Troisième choix :** ne pas allonger la durée de cotisation, ne pas baisser le montant des retraites mais augmenter de 15 points le montant des cotisations retraites entre 2003 et 2004.

Jamais la troisième option présentée par le COR n'a été soumise au débat public alors que c'était de loin la solution la plus acceptable par l'ensemble de la population. 15 points d'augmentation en un peu moins de 40 ans, cela représentait 0,40 point d'augmentation par an. Qui pourrait prétendre qu'une augmentation de 0,25 point de la part patronale des cotisations retraites et de 0,15 point de la part salariale n'est pas préférable à un allongement de 9 ans de la durée de cotisation ou à une baisse de 25 points du montant des retraites ?



### Retraites : Xavier Bertrand ou le syndrome de l'arracheur de dents

**20 minutes a récemment publié une interview du secrétaire général de l'UMP. Dans ce dernier, il évoque la réforme programmée des retraites et déclare notamment que « La France est le pays où l'on part en retraite le plus tôt ». Décryptage d'un mensonge éhonté...**

S'il est vrai que dans la plupart des pays européens, l'âge légal de départ en retraite dépasse les 60 ans, la France se situe dans la moyenne pour l'âge de départ effectif. En effet, au même titre que l'Allemagne, la majorité des Français partent à 61,5 ans. Si l'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que l'ensemble des pays qui ont décalé à 63 ou 65 ans l'âge de départ légal, ont également mis en place des dispositifs permettant à ceux qui ont commencé à travailler tôt et donc à cotiser plus jeunes, de partir avant cet âge effectif.

### Une régression sociale

En France, cette régulation se fait plus ou moins d'elle-même dans les faits ce qui permet d'obtenir des âges similaires de départ effectifs. Ce qui est présenté comme un alignement sur les autres pays par le gouvernement n'est ni plus ni moins qu'une régression sociale aux regards même des dispositifs que nos voisins européens ont mis en place. Une fois de plus l'UMP stigmatise celles et ceux qui ont eu une carrière longue, souvent pénible et rarement bien rémunérée. En revanche, là où la France paye un lourd tribut en matière de cotisation retraite, c'est qu'elle est sans conteste le pays champion d'Europe des mises en chômage des seniors avant même l'âge légal. Seniors qui attendront plusieurs années, pour ne pas supporter une décote, avant de liquider leurs droits sans participer au financement pendant ce temps. C'est bien le problème crucial auquel devrait se frotter la France de Nicolas Sarkozy en matière de retraite : montrer du doigt le comportement des employeurs qui constituent une large part de l'électorat UMP. La logique voudrait que si nous devons commencer par un alignement sur les pays européens, il conviendrait de les imiter sur la mise en place d'un plan volontariste d'amélioration de la qualité de l'emploi des seniors. Or, cela reste aujourd'hui un élément négligeable de l'équation.

Jérôme SAMALENS,

responsable de la publication

# Gers Socialiste

LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION PS DU GERS



### Ces informations que l'on ne vous donne jamais

Pour obtenir une acceptabilité minimum, cette contre-réforme emprunte les voies d'une propagande bien sentie, notamment en instrumentalisant les différents rapport du COR.

Ainsi, l'espérance de vie dont chaque jour on nous rabat les oreilles n'augmente pas non plus autant qu'ils disent : car si elle est calculée à la naissance, il y a de gros progrès, la mortalité infantile régressant. Mais l'espérance de vie à 60 ans augmente moitié moins. Et si elle augmente c'est grâce à la retraite à 60 ans, si vous forcez les salariés à travailler 7 ans, l'espérance de vie reculera. Entre 60 et 65 ans, ce sont les plus belles années de la retraite. Entre 60 et 65 ans, ce sont les plus dures années au travail. Le stress et les AVC tuent massivement au travail.

### Avoir la volonté d'assumer les responsabilités du pouvoir.

En apportant un éclairage nouveau sur le dossier des retraites, nous ne cherchons pas à nier la réalité de la problématique. Nous livrons simplement les pistes de réflexion pour un véritable débat démocratique et une prise de décision libre et en connaissance de cause. En 2003, par notre silence nous avons laissé en première ligne les organisations de salariés du secteur public, sans assumer la responsabilité qui est celle d'un Parti de gouvernement sur un tel dossier. En 2010, notre capacité à donner un débouché politique au mouvement social augurera ou non de la validité de notre prétention à vouloir à nouveau gouverner en 2012.



## 3 questions à ...

### J.-L. Guilhaumon : « Une campagne de proximité »

A la tête de la liste gersoise, le 21 mars dernier, Jean-Louis Guilhaumon et ses colistiers ont remporté, aux côtés de Martin Malvy, une victoire sans équivoque avec plus de 66 % des voix dans le Gers. Depuis, il a été confirmé dans ses fonctions de Vice-président de la région Midi-Pyrénées en charge des politiques territoriales de l'économie touristique et du thermalisme. Dans son bureau de la mairie de Marciac où il officie depuis 1995 comme premier magistrat, il nous accorde très amicalement un entretien convivial à l'image de ce que Marciac sait offrir à ceux qui prennent le temps de découvrir la bastide du XIIIe siècle.

**Gers Socialiste** - Tant au niveau régional que départemental les scores de la liste que tu as conduite avec Martin Malvy sont excellents. Comment analyses-tu cette victoire historique ?

**Jean-Louis Guilhaumon** – Nous avons mené une campagne de proximité en nous attachant à rendre compte de notre mandat et à partager les préoccupations quotidiennes de nos concitoyens qui peuvent trouver des réponses dans les politiques que nous initions. Sans rien nier des difficultés auxquelles nos collectivités seront confrontées du fait des réformes en cours, nous avons tracé des perspectives avec la volonté d'assumer pleinement l'engagement historique de la gauche en la faveur de la décentralisation. Cette campagne a été, de surcroît, un moment privilégié d'engagement militant. C'est pourquoi je tiens à saluer très sincèrement, au nom des élus de notre liste, toutes celles et ceux qui se sont mobilisés à nos côtés et qui nous ont honorés de leur confiance, élus locaux, camarades socialistes, sympathisants, électeurs tous rassemblés autour de valeurs communes. Les Gersois et les Midi-pyrénéens ont entendu notre message et ont choisi de reconduire notre majorité régionale avec un score sans précédent qui donne à notre équipe une forte légitimité mais qui lui confère également une grande responsabilité. La gauche a su, comme dans les grandes circonstances, se mobiliser et se rassembler autour de Martin Malvy, un homme de conviction respecté de tous qui a su mener une campagne digne, conforme aux attentes de nos concitoyens.

**GS** – Vice-Président en charge du tourisme dans le cadre du précédent mandat, ta mission s'élargit aux politiques territoriales et au thermalisme. Pourrais-tu nous détailler ta nouvelle feuille de route ?

**JLG** – La nécessité de rendre nos territoires plus attractifs et plus compétitifs, la priorité donnée au développement économique, à l'emploi, à l'amélioration de la qualité de vie mais aussi la part réservée aux services essentiels et aux solidarités font des politiques d'aménagement un enjeu majeur pour le devenir de Midi-Pyrénées. Avec 32 contrats de Pays, 4 Parcs Naturels Régionaux, 8 contrats d'Agglomérations et 12 contrats de Pôles Pyrénéens, notre région s'est donné les moyens de construire un territoire équilibré. Mon rôle



**Jean-Louis Guilhaumon** : « Les Gersois et les Midi-pyrénéens ont entendu notre message et ont choisi de reconduire notre majorité régionale avec un score sans précédent »

sera de développer et de coordonner cette politique essentielle pour le développement harmonieux de notre région. Dans le domaine du tourisme, la montée en puissance des 24 grands sites, pensée comme une locomotive du tourisme régional, sera l'une mes priorités au même titre que la création des pôles touristiques ruraux. Nous amplifierons également la dynamique du Développement Durable du tourisme en partenariat étroit avec l'ensemble des collectivités et les acteurs professionnels du tourisme. Nous poursuivrons également notre soutien au thermalisme et au thermo-ludisme qui constituent un pilier important de l'économie midi-pyréenne.

**GS** – Comment les régions peuvent-elles constituer un pôle de résistance aux politiques gouvernementales de l'UMP et de quels moyens disposons-nous pour faire obstacle à la réforme territoriale ?

**JLG** – Ce gouvernement a, nous le savons, lourdement endetté la France. Désargenté, aux abois, il poursuit sans répit sa politique de mise à mal de nos institutions non seulement dans le cadre de la révision des politiques publiques mais également à travers une réforme des collectivités locales engagée dans la confusion et l'opacité. Nos concitoyens savent ce qu'ils doivent à la politique de décentralisation au sein d'une région qui les protège face à un gouvernement peu soucieux d'honorer ses engagements. C'est pourquoi les politiques initiées par notre collectivité s'attachent à pondérer les conséquences des réformes très pénalisantes prises par un gouvernement qui n'a de cesse de déconstruire ce qui a été patiemment édifié par ses prédécesseurs. Elles illustrent également notre volonté de résister fortement à cette politique de régression mise en œuvre par l'état en accompagnant au mieux les territoires les plus défavorisés et nos concitoyens les plus démunis avec pour seule préoccupation la défense de l'intérêt général et des valeurs de la gauche. Mais nous devons aussi et surtout préparer dès maintenant l'alternance que nous appelons de nos vœux pour construire ensemble dès 2012 une société plus juste et plus solidaire.

Propos recueillis par Jérôme SAMALENS

# Gers Socialiste

LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION PS DU GERS

## Zoom sur...

### Portrait...

#### Jean-Claude Peyrecave : Quand le vent de l'humilité souffle du nord

Quand il m'a pris l'idée de faire le portrait de Jean-Claude Peyrecave pour que les lecteurs du Gers Socialiste connaissent un peu mieux notre nouvel élu régional, je ne m'attendais pas à retrouver en terre gersoise un nouveau porteur du virus de l'humilité.

Et pourtant c'est cette qualité là qui m'a frappé le plus chez lui. Comme il aime à le dire, Jean-Claude Peyrecave a été « formé à l'école de la République » et de cela paradoxalement, il n'en est pas peu fier. Car les valeurs de la République ont été les ferments de sa conviction socialiste. Le drapeau, mais les hommes aussi, ont forgé ses convictions. Il rappelle avec pudeur que sa formation politique il la doit aux anciens, artisans ou paysans comme lui. Comme eux, il partage des valeurs simples la persévérance, la force de l'esprit d'équipe, « la valeur du bel ouvrage ». Comme eux, il croit en la capacité à mettre le progrès économique en adéquation et au service du progrès humain. Sur son « tupet », le village de Blaziert découvre son charme à celui qui se donne la peine de le découvrir. Reste à savoir qui de Jean-Claude Peyrecave ou de Blaziert est à l'image de qui ?



*J.C Peyrecave est Maire PS de Blaziert, Président de la Communauté des Communes de la Ténarèze et depuis mars Conseiller Régional Socialiste.*

Jérôme SAMALENS

## Parole aux jeunes

### Donner avenir à une génération sacrifiée

La morosité ambiante qui gagne les jeunes n'est pas une fatalité : chômage, perspectives d'avenir bouchées, problèmes de logement, d'accès aux soins, aux loisirs. , organisée par le gouvernement n'est que le seau d'eau qui fait déborder un lac déjà plein.

Dur d'avoir foi en l'avenir. Les chiffres sont là : fin janvier 2010, presque un jeune européen sur 5 (tranche des 15-24 ans dans la catégorie actifs/non-actifs) est au chômage. Ce chiffre fait malheureusement de la France le pays en peloton de tête avec près de 22,3% des jeunes (18,4 en moyenne dans l'UE – chiffres Eurostat).

Après une campagne des régionales qui a démontré l'attachement des Midi-Pyrénéens à leur région, à la politique menée par Martin Malvy, entre autre au niveau de l'éducation et de l'enseignement supérieur, les Jeunes Socialistes se sont remis au travail au lendemain des élections. Au programme, après l'insertion des jeunes dans l'emploi : l'accès au logement, le droit à la mobilité et enfin l'accès aux biens et services (culturels, sportifs) selon les territoires.

Ces débats ont été initiés et continuent aujourd'hui sur le site Perspectives 2012 ([www.perspectives2012.fr](http://www.perspectives2012.fr)).

Et enfin, un autre axe de travail et pas des moindres, celui de la réforme des retraites. Nous, Jeunes Socialistes, pensons que la réforme des retraites ne doit pas se faire sans nous et souhaitons être force de propositions (signez l'appel « La retraite, une affaire de jeunes ! » : <http://www.jeunes-socialistes.fr/2010/04/la-retraite-une-affaire-de-jeunes>).

Avec tous ces chantiers, nous ne perdons pas l'espoir d'arriver à une société plus juste, plus égalitaire, quelque soit le sexe, l'âge, l'origine, la couleur de peau. Et c'est par le débat, la réflexion, le travail et notre énergie que nous y arriverons.

Rejoignez-nous !

Astrid Bragato-Montané et Grégoire Bessagnet

Site : <http://mjsgers.fr>

Contact : [mjsgers@yahoo.fr](mailto:mjsgers@yahoo.fr)

Groupe Facebook : MJS GERS



# Gers Socialiste

LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION PS DU GERS

### Réforme territoriale: entre recentralisation et tour de passe-passe électoral

**Le cœur de la réforme territoriale voulue par Sarkozy va entrer prochainement en discussion devant le Parlement. Le Gouvernement programme ainsi la fin de la décentralisation et l'affaiblissement des services publics locaux, particulièrement importants pour nos territoires ruraux.**

Cette réforme prévoit aussi la création de « conseillers territoriaux », par la fusion des mandats des conseillers généraux et des conseillers régionaux.

#### Il s'agirait de « diviser le nombre d'élus par deux ».

Cette suppression ne concernera pourtant qu'1% des élus, mais institutionnalisera, contre le sens de l'histoire, le cumul des mandats, et créera de l'éloignement quand les citoyens réclament de la proximité !

Alors que les compétences et les tâches des élus se sont lourdement accrues, comment en effet imaginer que les 15 conseillers territoriaux gersois, siégeant en même temps à Toulouse et à Auch, pourront préserver leur lien de proximité avec les citoyens, alors même que leur circonscription d'élection sera considérablement agrandie !

Comment feront-ils entendre leur voix dans un hémicycle régional qui comprendra désormais 192 élus au lieu de 91 ?

Comment défendront-ils les spécificités du monde rural dans une assemblée où 43 % des sièges seront occupés par des élus haut-garonnais, contre moins de 7 % pour les élus gersois ?

Ne nous leurrons pas : le mode d'élection des futurs conseillers territoriaux, qu'il soit au scrutin à un tour, à la proportionnelle, ou interdise les triangulaires, n'a d'autre objectif que de permettre à l'UMP de reprendre par la loi ce qu'elle avait perdu par les urnes.

Le seul but de cette réforme est d'organiser la reprise en main politique des collectivités locales. Elle doit être clairement expliquée aux citoyens et fermement combattue.

**Benjamin Pérès  
Section d'Auch Nord**



**La réforme des collectivités territoriales, dans sa forme actuelle, dépend du résultat de l'élection présidentielle de 2012.**

Jusqu'à cette échéance, il me paraît important voir primordial que l'ensemble des élus locaux et acteurs territoriaux soient associés et déposent des contre-propositions. Car qui connaît le mieux le territoire qu'un élu de « terrain » ? En proposant nos idées, autour de visions territoriales, de la demande parfois de service, nous pourrions peser dans les choix.

Bien entendu, nos territoires et en particulier nos territoires ruraux devront évoluer et prendre en compte le changement de population, l'espérance de vie, S'il est important que nos villes aient une visibilité européenne, il me paraît tout aussi primordial que cette évolution ne se fasse pas au détriment de nos territoires ruraux. Ces territoires qui pour certains démontrent leur dynamisme ou capacité de développement.

L'avenir de nos territoires passe donc par le maintien et le développement d'offres et de services. Ici, encore plus que dans le monde l'urbain, la question du maintien des services publics et de leur évolution est indispensable.

Les socialistes ont montré leur capacité à faire évoluer la société, au siècle dernier les congés payés, avant hier les 39 heures, hier les 35 heures. Autant de choix qui ont permis d'agir et faire évoluer notre société.

Aujourd'hui restons mobilisés, demain soyons là pour imposer notre vision territoriale.

**Cyril Cotonat.  
Maire de Ladevèze-Rivière**

### Suppression de la clause de compétence générale : attention danger !

La suppression de la clause de compétence générale, ou sa réduction à un « droit d'initiative » incertain, prévue dans le projet de réforme territoriale, réduira considérablement l'action du Département et de la Région.

Elle consacrera en effet pour les collectivités l'interdiction juridique d'intervenir dans des domaines qui ne leur auraient pas été strictement attribués par la loi. Terminé le soutien aux associations culturelles et sportives, l'aide aux communes, le soutien à l'agriculture, l'aide sociale approfondie...etc

Ceci consacrera la fin des politiques de résistance aux régressions économiques, sociales et environnementales voulues par le Gouvernement.

## La vie de la Fédé

### L'Institut Robert Bargaousseau

**Dénoté ainsi en hommage à Robert Bargaousseau, l'Institut, pleinement immergé dans notre société, se veut à la fois réseau de travail et dispositif d'échange, ouverture à la société et organisateur de débats, lien indispensable entre l'écoute des citoyens et l'élaboration du projet politique.**

A ce titre, l'Institut Robert Bargaousseau aura pour missions :

- de conduire des recherches théoriques et historiques sur le socialisme gersois ainsi que sur tous les problèmes économiques, sociaux et humains de notre temps;

- de dialoguer avec « les innovateurs du quotidien » qui, dans des associations, des entreprises, les quartiers ou les villages de notre département, expérimentent et deviennent ainsi par leur pratique, leur sens de l'intérêt général, leur goût des résultats concrets, des partenaires indispensables de notre fédération du Parti Socialiste attachée à comprendre et à valoriser les solutions de terrain;

- de traiter ainsi toutes les questions d'intérêt général ou d'initiative locale, en lien avec le Laboratoire des Idées du Parti Socialiste;

- de coordonner, par ailleurs, un certain nombre d'actions visant à promouvoir leurs valeurs humanistes qui appartiennent à la famille socialiste, et d'associer, par le débat et l'échange la gauche gersoise;

- d'assurer enfin la publication et la diffusion de tout ce qui concerne les problèmes de l'homme et de la société, au point de vue politique, social, économique, culturel, historique...

L'Institut, qui devient par ailleurs l'antenne gersoise du LAB, sera donc un outil collectif de type nouveau avec pour seul objectif : conduire la bataille des idées.

**Michaël AURORA, Premier Secrétaire Fédéral  
Philippe PUGNET, président de l'IRB**

### R.Bargaousseau par F.Montaugé

**Pour ceux qui comme moi ont eu le privilège et la chance de connaître Robert Bargaousseau, à la question « Quelle devise aurait pu être la sienne ? », nous pourrions répondre "Agir en homme de pensée, penser en homme d'action".**

La vie publique de Robert Bargaousseau a toute entière été animée par deux passions: celle de comprendre le monde et celle d'agir pour le transformer, afin de le rendre plus juste, plus fraternel, plus rationnel et plus

humain.

Le regard lucide de Robert sur un monde toujours plus complexe, sa faculté très personnelle à dégager ses tendances de fond essentielles, ses talents exceptionnels de pédagogue pour restituer de manière accessible à tous des synthèses souvent fulgurantes forment en réalité les valeurs, principes et buts que se proposent de cultiver l'Institut Fédéral de Réflexion et d'Etude Socialiste du Gers.

Au regard des engagements militants qui furent les siens, du syndicalisme à la Ligue des droits de l'Homme en passant par la participation à de nombreuses associations œuvrant dans le domaine social, le Parti Socialiste gersois et les dirigeants de l'IFRES ne pouvaient trouver plus bel exemple d'un engagement politique profond mis au service de plus de Justice, de Liberté émancipatrice et de progrès réellement partagé !

Bonne route à l'IFRES, sous la figure tutélaire et bienveillante de notre camarade et ami Robert Bargaousseau !

**Franck MONTAUGE  
Maire d'Auch, Conseiller général**

### En bref...



### Dématérialisation du courrier

Pour plus de réactivité, et afin de limiter le coût des frais postaux il est souhaitable qu'un nombre important de courriers destinés aux militants soient envoyés via internet.

C'est pourquoi nous te demandons, si ce n'est déjà fait, de bien vouloir indiquer ton adresse internet à la fédération à l'adresse suivante : ps32@wanadoo.fr.

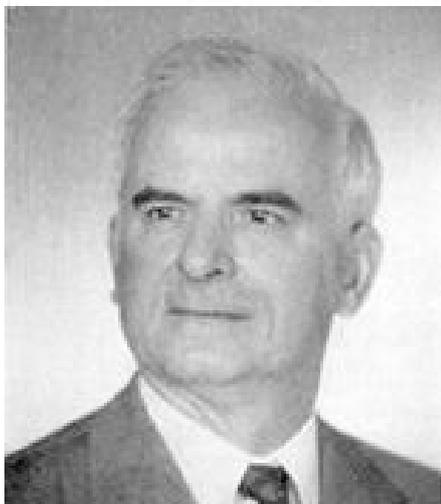


# Gers Socialiste

LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION PS DU GERS

### Adieu « Sénateur Tournan » !

**Secrétaire de section à l'âge de 24 ans, j'ai appris à connaître le « Sénateur Tournan » comme l'appelaient les camarades.**



Toute la vie d'Henri Tournan a été marquée par un engagement sans faille au service des Gersois.

Présent à tous les rendez vous de la vie démocratique du Parti Socialiste, le Sénateur Tournan marquait toujours son passage par son analyse fine et critique de la société par le prisme de la « dérive institutionnelle ». En interpellant les militants lors de nos débats de congrès, se réjouissant du renouvellement générationnel, rappelant les rapports de force politiques qui ont permis à la France de devenir

nir une démocratie à part entière en Europe, le Sénateur Tournan était un militant accompli. Ancien 1<sup>er</sup> secrétaire de notre fédération, l'un des artisans du Gers Socialiste, il fût pour les militants gersois et ceux de la section de Lombez, une référence.

Pragmatique, homme de culture et de savoir, élu du Savès, il marqua son territoire et de nombreuses générations d'élus qui trouvèrent à ses côtés une écoute et un accompagnement de nombreux projets communaux ou intercommunaux. Maire de Montadet, Conseiller Général du canton de Lombez, Président du Syndicat des Eaux et d'électrification, Sénateur du Gers (1962-1980), représentant de l'Etat au Conseil d'Administration des Charbonnages de France, Henri aura été l'une de ses générations d'élus qui marque leur passage de part leur longévité politique. Fils d'un député du Gers, membre de la SFIO et du Parti Socialiste, j'ai en mémoire sa vive émotion lors de l'hommage que lui avaient rendu les militants gersois lors des festivités du centenaire du mouvement socialiste français. Toute sa vie a été marquée par un engagement sans faille au service des Gersois, de l'idée républicaine et des socialistes. Adieu « Sénateur Tournan » !

**Michaël BOUTINES**  
Secrétaire De la section de Lombez

### Violence scolaire : la fin des tabous

**La question de la violence scolaire focalise l'attention des médias ; sert d'exutoire à certains plus soucieux de répression au nom du tout sécuritaire que de prévention ; suscite bien évidemment les déclarations des acteurs du monde éducatif et nous interpelle.**

Cette violence scolaire apparaît d'autant plus intolérable que notre école de la République a été pensée, dans la grande tradition humaniste, pour y lutter contre et garantir la paix civile entre des êtres raisonnables.

Or comment se prévaloir aujourd'hui d'une telle démarche éducative lorsque les contraintes économiques, la ghettoïsation urbaine, les difficultés sociales et familiales, la massification de l'école, synonyme de ségrégation entre et au sein des établissements, et l'absence d'une véritable préparation des élèves aux règles du vivre ensemble conditionnent cette violence scolaire.

Au delà de ces constats, une autre cause de la violence à l'école réside dans ce que ressentent de plus en plus d'élèves : pour nombre d'entre eux, comme le souligne le sociologue François Dubet « l'école est une machine qui forge une image négative d'eux-mêmes.

Ils y découvrent qu'ils sont mauvais, nuls incapables d'y réussir en dépit de tous les efforts et de tous les dispositifs spéciaux ».

L'école reste alors le lieu où la contradiction entre l'égalité de tous et le mérite de chacun s'exacerbe. Conduits à perdre leur estime d'eux-mêmes, certains élèves refusent alors les valeurs de l'école et sauvent leur dignité par la violence. Le lien avec l'échec scolaire est alors très étroit.

L'école est aujourd'hui confrontée à un véritable problème dont l'enjeu réside dans la nécessité de concilier ordre et épanouissement dans l'instauration d'une autorité légitime qui, comme le précise le pédagogue Philippe Meirieu « n'est pas l'arbitraire » mais « autorise le travail en commun et la réussite de chacun ».

La violence scolaire sera vaincue sur le long terme par l'éducation, par la prise de conscience de l'obligation de respecter l'autre et non par la répression aveugle et la mise au banc de toute une partie de notre jeunesse.



**Philippe PUGNET**

Secrétaire fédéral Education



## Calendrier

Entre deux congrès, les adhérents peuvent voter sur des textes thématiques pour fixer les orientations du Parti sur les grands sujets ( Europe, Culture, Institutions...)

Le projet socialiste peut-être soumis au vote puis approuvé par une Convention nationale.

L'objectif est de construire le projet des socialistes pour la France de demain.

Le Conseil National du Parti socialiste du 27 mars dernier a adopté à l'unanimité le calendrier des 4 conventions nationales à venir d'ici fin 2010, à savoir :

> Nouveau modèle de développement économique et écologique : adoption du texte par le Conseil National le 27 Avril, vote dans les sections le 20 mai et Convention Nationale le 29 mai.

> Rénovation du Parti : adoption du texte par le Conseil National le 8 juin, vote dans les sections le 24 juin et Convention Nationale le 3 juillet.

> Questions européennes et internationales : adoption du texte par le Conseil National le 7 septembre, vote dans les sections le 30 septembre et Convention Nationale le 9 octobre.

> Égalité réelle : adoption du texte par le Conseil National le 9 novembre, vote dans les sections le 2 décembre et Convention Nationale le 11 décembre.

## ... Mode d'emploi

Ouverture des discussions via le site du réseau social du PS [www.lacoopol.fr](http://www.lacoopol.fr)

Possibilité de débattre et réagir au sein des 13 ateliers thématiques créés sur la coopol. Ces ateliers sont rassemblés autour de 3 grands thèmes : « Un nouveau modèle d'éco-développement au service du progrès », « Relancer le progrès social », « Réhabiliter l'intervention publique ».

Les échanges sont suivis et animés par les équipes du PS

Transmission des synthèses des réactions aux Bureau National puis publication.

Le Bureau National propose un texte au Conseil National en tenant compte des contributions. Le CN propose au vote un ou plusieurs textes et/ou amendements

Adoption du texte et journée de rencontre et de débats lors de la Convention

Après un mois de débat au cours des réunions de sections, les militants votent sur un ou plusieurs textes, et/ou sur des amendements. Désignation des délégués à la convention.



### Le siège du PS en rénovation

**Au vu de différents diagnostics soulignant la dangerosité de certains éléments structurels de l'immeuble, sur proposition de la Commission Travaux, le Conseil Fédéral a décidé d'entreprendre très rapidement la rénovation du siège pour répondre aux normes de sécurité (électricité, gaz, incendie, etc.)**

Il s'agit :

- d'améliorer les conditions de travail des permanentes notamment en matière d'hygiène et de santé aux fins d'être en conformité avec le Code du Travail
- de faire appel à des professions compte tenu des éléments.

Le déroulement des travaux comportera 4 phases énumérées comme suit :

- 1 – démolition intégrale des structures intérieures, à l'exception des poutres maîtresses. Reconstruction des éléments structurels intérieurs. Avril / Mai
- 2 – travaux de second oeuvre concernant l'électricité, l'isolation, les huisseries, le cloisonnement. Mai/ Juin.
- 3 – sol, peinture étage. Juillet.

Pour le moment le calendrier d'exécution des travaux est respecté par les entreprises en dépit de certaines difficultés rencontrées lors de la démolition.

4 – Ravalement des façades. 2011 / 2012

Le financement de ce projet sera assuré d'une part par un emprunt et d'autre part sur les fonds propres de la fédération.

Le plan retenu par la Commission Travaux pour satisfaire aux besoins d'une part et aux normes de sécurité mais aussi pour consolider l'immeuble a entraîné les modifications suivantes :

- l'escalier sera désormais considéré à la fois comme accès de service entre l'étage et le rez-de-chaussée, désormais accolé au mur Est, et comme issue de secours.
- l'entrée normale se fera comme par le passé par la réouverture de la porte en haut de l'impasse
- réouverture de fenêtres d'aérations qui avaient été murées entraînant des désordres importants.
- mise en place d'une VMC et de WC pour les personnes handicapées.

Enfin, quant aux matériaux utilisés le bois sera prépondérant dans la reconstruction intérieure, au niveau des huisseries, notamment pour intégrer au mieux des éléments de développement durable.

Pierre LASCOMBES

### Pratique...

Pendant la durée des travaux les bureaux de la Fédération ont été transférés quartier du Garros, à Auch, au 36 rue des Canaris (1er étage dans le même bâtiment que la Ligue contre le Cancer et l'APF).  
Le numéro de téléphone reste inchangé : 05 62 61 67 50.  
Fax : 05 62 61 86 69.  
Pour écrire à la Fédération l'adresse reste également inchangée :  
1 rue, du 8 Mai BP20147  
32003 Auch Cedex.

### Inscrivez-vous dans une commission fédérale !

Six secrétaires fédéraux ont en charge des secteurs thématiques comme les droits des Femmes, l'éducation, l'économie, etc. Il n'est évidemment pas question qu'ils mènent seul(e)s la réflexion sur ces sujets. Aussi, tu es tout naturellement invité à contribuer au débat et à la réflexion collective à travers les travaux des 5 commissions fédérales.

Pour ce faire, il suffit de s'inscrire dans une commission en contactant la Fédération. Le travail commun fera bien sûr l'objet de comptes-rendus.

Chaque section de la Fédération peut également se saisir d'un ou plusieurs thèmes et l'approfondir. Ce traitement peut s'imaginer en interne ou, ce qui serait plus souhaitable, sous la forme de forums participatifs réunissant citoyens, acteurs associatifs et syndicaux.

Ne soyons pas frileux devant le débat et la confrontation, notre Parti doit s'ouvrir !!!

Six commissions fédérales pour échanger et débattre :

- Commission fédérale aux droits des Femmes
- Commission fédérale à l'éducation, la culture et la laïcité
- Commission fédérale au développement durable, à l'environnement et à l'agriculture
- Commission fédérale à l'économie et aux affaires sociales
- Commission fédérale aux questions de société
- Commission Relations internationales et Europe.

## Ils ont dit ...

### Paroles...

#### Remaniement gouvernemental

Harlem Désir : «La France a besoin d'un changement de politique, pas d'un remaniement cosmétique ».

#### Valse des Présidents à France Télévision

Michel Thiollière (sénateur UMP) : « Ce n'est pas parce qu'on a bien travaillé (Patrick de Carolis) pendant un mandat qu'on est forcément reconduit » espère-t-il que, comme il a mal travaillé, le Président Sarkozy sera lui reconduit ?

#### Bachelot plaquée dans les 22 !

Mourad Boudjellal (Président du Rugby Club Toulonnais) : « Roselyne Bachelot... a perdu 50 millions d'euros (cf. épisode des vaccins contre la grippe A). C'était un excellent acte de gestion ! Dans le monde de l'entreprise, quand on fait ce genre de conneries, on est interdit de gestion ! »

#### Sondage : Sarkozy « fait pas le malin »

Les sondages se suivent et se ressemblent pour le Président avec seulement 35 % d'opinions positives et 70 % des sondés qui se disent « pas satisfaits » des résultats. On en arrive à espérer que le message des électeurs en 2012 sera à peu près du même ordre que celui qu'il avait adressé à un agriculteur dans les couloir du salon !

#### Martine Aubry concernant le projet de loi contre la Burqa

« une loi stigmatisante qui ne porte que sur les signes religieux et qui risque d'avoir l'effet contraire :

entraîner par provocation encore plus de burqas dans notre pays ».

#### Des « petit clapotis » qui n'en finissent pas de faire des vagues

Dans un portrait publié par le quotidien espagnol El Pais vendredi 30 avril dernier, Rachida Dati a relancé la guerre avec le staff élyséen en déclarant notamment en montrant du doigt « l'entourage » de Nicolas Sarkozy, « il y a eu une véritable opération de destruction, mais ils ont échoué ».

## Vie des sections

### Pique-nique Républicain à Condom

Pour la troisième année consécutive, les militants de la section de Condom organisent leur « pique-nique Républicain » le samedi 12 juin 2010 à partir de 11 heures à la base de Loisirs de Gauge à Condom.

En cas d'intempéries, un repli sous le cloître, à proximité de la place Saint-Pierre est prévu.

Chaque participant apportera son panier gourmand en compagnie de membres de sa famille ou d'amis ou de sympathisants.

Chargée de l'organisation et des animations, la section de Condom offrira l'apéritif.

Exceptionnellement, Marylise Lebranchu, Députée du Finistère et ancienne Garde des Sceaux sera présente.

Pour des raisons d'organisations nous t'invitons à nous informer de ta participation à ce rendez-vous en contactant la Fédération (05.62.61.97.50) ou la section de Condom (05.62.68.09.55), ils se tiennent à ta disposition pour plus d'informations.

## Contact

### « Le Gers Socialiste »

1 rue du 8 mai - BP 20147

32003 AUCH Cédex

Tel. : 05.62.61.97.50 - Fax. : 05.62.61.86.69

Mail : ps32@wanadoo.fr

Responsable de la Publication :

**Michaël AURORA**

Directeur de la Rédaction :

**Jérôme SAMALENS**

Juin 2010 - Numéro 2054 -

Imprimé par nos soins -

Tirage à 2.000 exemplaires

N° Commission Paritaire : en cours

